

Cela nous est égal à nous d'être exploités par un patron particulier ou par l'Etat des patrons. Ce que nous voulons, ce que nous défendons, ce sont notre unité, notre garantie de l'emploi et nos avantages acquis. L'Etat capitaliste nationalise les entreprises en faillite comme les mines, lorsque cela fait l'affaire des capitalistes. Il a nationalisé la SNCF qui octroie des tarifs préférentiels aux trusts capitalistes. Il finance De Wendel Sidelor qui licencie les travailleurs par milliers en Lorraine. Eh bien, qu'il nationalise ce qu'exigent les travailleurs. Le gouvernement gémit hypocritement sur le gaspillage des deniers publics ? Eh bien que la nationalisation soit faite sans indemnité ni rachat ! »

Pour imposer cet objectif, il faut un rapport de force national. C'est pourquoi la nationalisation de Lip aurait dû être au centre de la marche sur Besançon.

Ceci dit, la nationalisation, ce n'est pas une garantie suffisante contre des licenciements ultérieurs. A Renault aussi, entreprise nationalisée, on licencie.

Il faut imposer le droit de veto des travailleurs sur tout licenciement, sur toute mutation contre le gré de l'intéressé. Il faut exiger un statut des travailleurs dans les entreprises nationalisées comparable aux garanties acquises dans la Fonction Publique.

Mais la lutte contre le chômage doit s'engager dès à présent au niveau national. Les travailleurs ne doivent pas attendre le développement de la crise. On ne doit pas se contenter d'une bataille en ordre dispersé à chaque licenciement massif, à chaque nouvelle fermeture d'entreprise. Il faut dès maintenant opposer au capitalisme une réponse d'ensemble de tous les travailleurs, chômeurs et non chômeurs.

Cette réponse c'est l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire le partage de toutes les heures de travail existantes entre toutes les mains ouvrières sans diminution de salaire ni accélération des cadences.

Aujourd'hui, face à la récession, cela signifie la lutte pour la réduction générale de la durée du travail.

40 heures au boulot, c'est encore trop !

La semaine de 35 heures, c'est ce qu'il nous faut !

Au rythme actuel, la semaine de 40 heures ne sera atteinte pour tous qu'en 1978, 10 ans après Grenelle, 42 ans après les accords de Matignon, où la classe ouvrière avait déjà obtenu la semaine de 40 heures ! Pendant ce temps, le temps de transport a été multiplié par 4, les difficultés de vie et de travail n'ont cessé de croître.